

ÉDITORIAL

Quand, en décembre 1986, nous publions pour la deuxième fois le manifeste de l'association adopté un an plus tôt, nous pensions que ce texte serait très vite dépassé par le progrès de l'informatique pédagogique. Alors célébrée par tous, celle-ci avait bénéficié de tant d'efforts continus et considérables qu'elle ne pouvait que prospérer. L'évolution engagée au début des années 80 paraissait irréversible. Après les coups d'accélérateur de plans de plus en plus importants (10 000, 100 000 micros, I.P.T.) et l'annonce d'un nouveau plan national, tous les espoirs étaient permis. Ils furent déçus et l'élan brisé comme l'a montré l'éditorial du précédent bulletin rédigé début mai.

La rentrée scolaire aurait pu donner l'occasion d'affirmer la volonté de reprise d'une politique ambitieuse faisant de l'informatique et de ses prolongements, des éléments de transformation de l'enseignement dans son ensemble (et pas seulement dans les domaines où l'informatique est "incontournable" : technologie, enseignements techniques et professionnels... voire dans celui des classes préparatoires). Ce n'est pas dans une telle perspective que se placent les achats annoncés de matériels et de logiciels. Mais surtout restent très mauvaises les conditions faites aux hommes : recherches, expérimentations, formations, moyens d'encadrement, d'animation font de plus en plus défaut. Partout incertitudes, lenteurs, retards, silences. Quelles sont, en matière d'informatique pédagogique, les missions de l'I.N.R.P., du C.N.D.P., des centres de formations... ?

On assiste en fait à l'abandon des objectifs rappelés régulièrement depuis l'expérience des années 1970 et pour la poursuite desquels ont été rassemblés tant de moyens matériels et humains, tant de savoir-faire et de compétences nouvelles. Le gâchis risque d'être bientôt irrémédiable dans ces secteurs où la technique évolue si vite que tout retard est difficilement rattrapable.

La relance de l'informatique pédagogique s'impose d'urgence. Elle nécessite un engagement politique ferme et clair susceptible de créer une nouvelle dynamique. Elle ne se fera pas sans la mobilisation de tous ceux qui sont intéressés et d'abord des enseignants. Dans une lettre du 1er juin, nous écrivions à Monsieur Lionel Jospin : "le retour à la
LE BULLETIN DE L'EPI N° 51

concertation abandonnée depuis deux ans, pourrait sans doute contribuer utilement au nouveau départ que nous souhaitons pour l'informatique pédagogique française et l'évolution de l'enseignement".

C'est dans cet esprit que nous avons demandé audience à Monsieur Antoine Prost, Conseiller du Premier Ministre, qui nous a longuement reçu à Matignon le 5 juillet.

Le 22 septembre, nous avons rappelé toutes ces préoccupations à Monsieur J. Geoffroy, chargé de l'informatique au cabinet du Ministre d'État.

Le 22 octobre prochain, la 19^{ème} Assemblée Générale de l'association nous permettra un rappel plus solennel encore.

J. Baudé
E. Pélisset
23 septembre 1988